cette Souveraineté à Mr. de Soissons son frere, on ne peut plus la lui disputer sans injustice.

L'Auteur du Mémoire ou Factum n'oublie pas d'alleguer les raisons, & de citer les titres qui justifient les droits incontestables des prétendans du Chef de la Maison d'Orleans Longueville, dont ils ont jouï incontestablement depuis près de trois siècles, sans que les heritiers de la Maison de Châlons, y aient jamais formé aucun obstacle; lesquels, dit-il, n'auroient pas même paru en dernier lieu, si S. A. E. n'avoit voulu usurper les titres de leur Maison, en supposant qu'elle étoit éteinte. Il remarque aussi que quand les prétentions des descendans de la Maison de Châlons sur Neuchâtel, seroient aussi solides qu'elles sont chimeriques, & que cette Maison ne subsistât plus qu'en la personne de Mr. l'Electeur de Brandebourg, il faudroit convenir, que lors du Testament de René de Nassau les Comtez de Valangin & de Landron, la Châtellenie de Collombier &c. n'étoient pas des dépendances de Neuchâtel; que ces Terres ayant été acquises par les Princes de la Maison d'Orleans pour les unir à leur Souveraineté de Neuchâtel, la partialité & l'injustice du Tribunal de Neuchâtel sont manifestes de n'avoit pas separé ces acquisitions de la Souveraineté, lors qu'on a voulu la transmettre dans la Maison de Brandebourg.

Le Factum est terminé par quelques reflexions sur la Sentence du troisiéme Novembre 1707 qui adjuge cette Souveraineté à Mr. l'Electeur : L'Auteur dit, que *Neuchâtel est un Etat alienable ou inalienable* que